

CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE INDETERMINEE

*(concerne les seuls non-titulaires recrutés selon les alinéas 4,5 ou 6
de l'article 3 de la loi 84.53 du 26 janvier 1984)*

Entre les soussignés,

M _____

d'une part,

et

M _____

né(e) le _____

d'autre part,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3, alinéa _____ ⁽¹⁾ et 7 et 8,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale,

Vu la loi 2005-843 du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la Fonction Publique, notamment son article 15,

Vu la déclaration de vacance de poste en date du _____,

- Considérant que M _____ est employé par la collectivité, en qualité de non-titulaire, depuis le _____ de manière continue, et que son contrat ne peut être renouvelé en contrat à durée déterminée puisqu'il totalise au moins 6 ans de services,

OU - Considérant que M _____, âgé d'au moins 50 ans, totalise à ce jour une durée de services effectifs au moins égale à 6 ans au cours des 8 dernières années et doit en conséquence bénéficier d'un contrat à durée indéterminée, en lieu et place du contrat à durée déterminée conclu le _____,

Il a été d'un commun accord arrêté et convenu ce qui suit.

Objet et durée du contrat

Article 1er : Le contrat de M _____ recruté(e) en qualité de _____ à temps (in)complet

est { ou reconduit (dans le cadre du 1^{er} et 3^{ème} considérant)
ou transformé (dans le cadre du 2^{ème} considérant)

pour une durée indéterminée, à compter du _____.

Missions

Article 2 : Les missions et responsabilités confiées à l'intéressé(e) sont principalement les suivantes :

Toutefois, cette définition de poste ne constitue pas un cadre rigide et immuable. Placé(e) sous l'autorité du Maire ou du Président, l'intéressé(e) devra se conformer aux directives qui lui seront données tant dans l'exercice même de ses fonctions, que sur le contenu et l'étendue de celles-ci.

Organisation du travail

Article 3 : La répartition journalière des heures de travail ainsi que l'emploi du temps hebdomadaire sont fixés par l'autorité territoriale. Toutefois, l'intéressé(e) s'engage à assurer ses fonctions en dehors des jours et horaires de travail habituels lorsque les nécessités du service l'exigent.

Rémunération

Article 4 : M _____ percevra une rémunération mensuelle calculée sur la base de l'indice brut _____, majoré _____, réduite proportionnellement à la durée hebdomadaire de travail, soit les _____/35e.

Conformément aux articles 136 de la loi du 26 Janvier 1984 et 20 de la loi du 13 Juillet 1983, M _____ pourra bénéficier du supplément familial de traitement et des indemnités instituées par un texte législatif ou réglementaire.

Régime de Sécurité Sociale et de retraite

Article 5 : M _____ sera affilié(e) au Régime Général de la Sécurité Sociale et à l'I.R.C.A.N.T.E.C.

Congés annuels

Article 6 : La durée des congés annuels est fixée à cinq fois les obligations hebdomadaires de services. Toute demande de congé devra être soumise à l'accord préalable du (Maire ou Président).

Protection sociale

Article 7 : L'intéressé(e) pourra bénéficier, sur présentation d'un certificat médical, de congés de maladie pendant une période de 12 mois consécutifs, dans la limite de 3 mois à plein traitement et 3 mois à demi-traitement.

En cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle, l'intéressé(e) bénéficiera d'un congé pendant toute la période d'incapacité de travail, jusqu'à la guérison complète ou la consolidation des éventuelles blessures.

Le droit au plein traitement est fixé à 3 mois.

Le régime des congés de maternité est identique à celui prévu par la législation sur la Sécurité Sociale, avec attribution du plein traitement.

Congés divers

Article 8 : En outre, l'intéressé(e) peut bénéficier :

- d'un congé parental,
- d'un congé sans rémunération pour élever un enfant de moins de huit ans ou atteint d'une infirmité exigeant des soins continus,
- d'un congé sans rémunération, dans la limite de 15 jours par an, à l'occasion de certains événements familiaux,
- d'un congé non rémunéré, pour convenances personnelles, d'une durée de 6 mois au moins et 11 mois au plus, si les nécessités du service le permettent,
- d'un congé non rémunéré pour création ou reprise d'entreprise, dans les conditions fixées au titre IV du décret n° 88-145 du 15 février 1988, si les nécessités du service le permettent.

Temps partiel

Article 9 : L'intéressé(e) pourra, sur sa demande, être autorisé(e) à accomplir un service à temps partiel selon les mêmes modalités que celles applicables aux fonctionnaires territoriaux ⁽²⁾.

Discipline

Article 10 : Le régime disciplinaire applicable est le suivant :

1. avertissement,
2. blâme,
3. exclusion temporaire de fonctions avec retenue de traitement pour une durée maximale d'un mois,
4. licenciement sans préavis ni indemnité de licenciement.

Le pouvoir disciplinaire appartient au Maire ou au Président.

En cas de procédure disciplinaire, l'intéressé(e) a droit à communication intégrale de son dossier individuel, de tous les documents annexes et à l'assistance de défenseurs de son choix.

Rupture du contrat

Article 11 : Si l'intéressé(e) souhaite présenter sa démission, il (elle) devra respecter un préavis d'au moins 2 mois.

La démission doit être présentée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Licenciement

Article 12 : En cas de licenciement, les mêmes délais devront être respectés, sauf s'il s'agit d'un licenciement pour motif disciplinaire ou au cours ou à l'expiration de la période d'essai.

Le licenciement doit être également notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de licenciement, sauf en cas de licenciement pour motif disciplinaire ou au cours ou à l'expiration de la période d'essai, une indemnité de licenciement sera versée.

Celle-ci sera égale à la dernière rémunération nette des cotisations de la Sécurité Sociale effectivement perçue au cours du mois civil précédant le licenciement, divisée par deux pour chacune des douze premières années de services, ou divisée par trois pour les années suivantes et dans la limite de douze fois la

rémunération de base ci-avant définie, étant précisé que toute fraction de service égale ou supérieure à 6 mois est comptée pour un an et que toute fraction inférieure à cette durée n'est pas prise en compte.

Obligations du contractant

Article 13 : L'intéressé(e) signataire du présent contrat certifie n'avoir pris par lui (elle)-même ou par personne interposée, aucun intérêt de nature à compromettre son indépendance dans une entreprise en relation avec son activité. Il (elle) s'engage à ne prendre aucun intérêt de cette nature, dans une telle entreprise.

En outre, l'intéressé(e) devra faire preuve de la plus grande discrétion sur toutes les questions qu'il (elle) aura été amené(e) à connaître à l'occasion de son service.

Il lui est en outre interdit de faire usage à des fins commerciales, tant pour son compte personnel que pour celui d'autrui, des renseignements qu'il (elle) aurait recueillis au cours de son travail.

Sauf autorisation expresse accordée par le Maire ou le Président, l'intéressé(e) s'engage à n'exercer en dehors de son service aucune activité lucrative de quelque nature que ce soit. Sont toutefois tolérés, sous réserve que l'autorité territoriale en ait été informée, les cumuls d'activité reconnus aux fonctionnaires.

La non observation des obligations prévues au présent article entraînerait le licenciement sans préavis ni indemnité et sans préjudice de poursuites judiciaires, s'il y a lieu.

Contestations

Article 14 : Les difficultés ou contestations qui pourraient s'élever au cours de l'application du présent contrat seront jugées, s'il y a lieu, par le Tribunal Administratif de NANTES. L'intéressé(e) dispose d'un délai de 2 mois pour déposer un recours devant cette juridiction contre le présent contrat.

D'une façon générale, l'intéressé(e) sera soumis(e) aux dispositions du décret n° 88-145 du 15 Février 1988 relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale.

Toute disposition du présent contrat, qui, par suite d'une modification des textes, serait contraire à la législation ou à la réglementation en vigueur serait nulle de plein droit. Il serait alors automatiquement fait application des nouvelles dispositions.

Exécution

Article 15 : Le présent contrat sera transmis à Monsieur le (s/s) Préfet de _____, à Monsieur le receveur municipal, à Monsieur le Président du Centre de Gestion

Fait à _____, le _____

Le contractant,

Le Maire,
Le Président,

Notifié le _____,
Signature du contractant

(1) Indiquer l'alinéa correspondant. Pour mémoire :

Alinéa 4 : Lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptible d'assurer les fonctions correspondantes

Alinéa 5 : en catégorie A, lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient

Alinéa 6 : Dans les communes de moins de 1.000 habitants et regroupant des communes dont la moyenne arithmétique du nombre d'habitants ne dépasse pas ce seuil, des contrats peuvent être conclus pour pourvoir des emplois permanents à temps non complet pour lesquels la durée de travail n'excède pas la moitié de celle des agents publics à temps complet ou pour pourvoir l'emploi de secrétaire de mairie quelle que soit la durée du temps de travail.

Dans les communes de moins de 2 000 habitants et dans les groupements de communes de moins de 10 000 habitant, lorsque la création ou la suppression d'un emploi dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public, la collectivité peut pourvoir à cet emploi par un agent non titulaire.

(2) Article à indiquer pour les seuls agents recrutés à temps complet